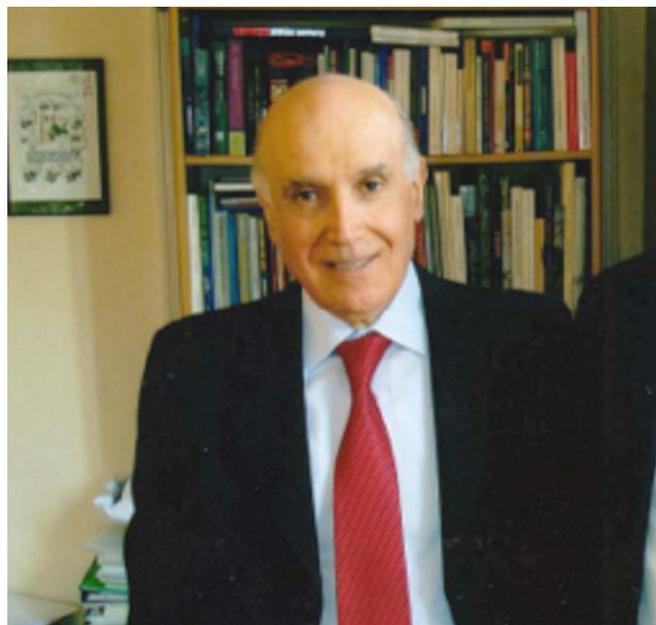


Kamel Mohanna: La Situation des Réfugiés Syriens est Catastrophique et Explosive



Président fondateur de l'association Amel, la seule ONG libanaise à dimension internationale et qui est de surcroît laïque et apolitique, le Dr Kamel Mohanna est devenu le spécialiste des réfugiés syriens au Liban. Au moment où se tient une conférence internationale sur le sujet à Berlin, il expose le problème et propose des solutions.

Scarlett Haddad
L'Orient Le Jour OLJ
29/10/2014

Là où il y a des défavorisés, des gens manquant de tout, on le trouve, toujours prêt à apporter son aide pour redonner à chaque pauvre, chaque victime oubliée le sens de la dignité et des droits humanitaires. Des camps palestiniens où il a commencé sa carrière de médecin jusqu'aux regroupements de réfugiés syriens, le Dr Kamel Mohanna continue inlassablement à secourir, tout en distillant son éternelle « pensée positive », au point que son association Amel est devenue un partenaire incontournable pour le HCR et

toutes les ONG internationales qui s'occupent des réfugiés syriens au Liban. Il connaît donc parfaitement le dossier, et l'étude qu'il a faite sur leur situation est sans doute la plus sérieuse. Le constat peut paraître catastrophique, mais Mohanna a toujours des solutions en vue.

Entre les chiffres du gouvernement libanais et ceux du HCR, il y aurait entre 1,2 million et 1,5 million de réfugiés syriens au Liban. Il faut leur ajouter 52 000 Palestiniens et 40 000 Libanais qui vivaient en Syrie. Mohanna explique que si on prenait ce chiffre à l'échelle de la France, cela voudrait dire qu'il y aurait 20 millions de réfugiés en France. Or ce pays n'a pas supporté la présence de 10 000 Roms qu'il a finalement expulsés. S'il faut donc saluer l'hospitalité du peuple libanais, il faut préciser que la situation est devenue catastrophique et explosive. Depuis le Rwanda en 1994, il n'y a pas eu d'autre exemple dans le monde de pays ayant des problèmes économiques, politiques et sécuritaires qui accueille un tel flot de réfugiés. Or tous les pronostics annoncent que le conflit syrien est appelé à s'installer dans la durée. Le nombre de réfugiés syriens pourrait donc atteindre les 2 millions au début de l'année prochaine. Ce qui équivaldrait à la moitié de la population libanaise.

Sur le plan des soins primaires, la situation est encore gérable, mais au niveau des services hospitaliers, c'est désastreux. Sur 1,5 million, 15% pourraient tomber malades et les structures hospitalières libanaises ne sont pas préparées à cela. Près de 75% des traitements sont donnés via le HCR, mais celui-ci ne soigne pas les accidents et les maladies chroniques. **Sur le plan de l'environnement, 7 tonnes et demie de débris sont produits chaque jour par les réfugiés et ils sont déposés dans 700 endroits différents sans le moindre traitement. Sur le plan sécuritaire, sur les 30 000 détenus au Liban, 19% sont syriens, et, à Roumieh, il y en a un millier. Sur le plan de l'éducation, selon l'Unicef, il y a 400 000 enfants syriens en âge d'être scolarisés, pour 290 000 Libanais.**

Le HCR, l'Unicef et la Banque mondiale assurent la scolarisation de 100 000 enfants syriens. Les autres sont livrés à eux-mêmes et pourraient être de futurs membres de Daech, sachant que cette organisation ainsi qu'al-Nosra sont riches. De même, les conditions de vie des réfugiés sont précaires et les lieux où ils vivent sont vétustes. Ils sont répartis en 1 450 lieux et près de 1 300 camps non officiels ont été recensés. À ce sujet, le Dr Mohanna estime que le Liban a fait le choix d'une intégration relative, plutôt que de les placer dans des camps officiels comme la Turquie et la Jordanie. C'est un choix qui est à son honneur. Mais cela ne signifie pas qu'il doit payer pour avoir fait ce choix.

Selon le Dr Mohanna, il faut donc avant tout œuvrer en faveur d'une solution politique en Syrie, le plus tôt possible. Mais en attendant, il faut aussi agir dans plusieurs directions. Selon lui, le gouvernement, en coopération avec la société civile, doit élaborer un plan national pour les réfugiés, qui prévoit le coût de chacun d'eux pour le Liban, sur les plans de la santé, de l'éducation, de la résidence, etc. Il cesserait ainsi de compter sur les organisations relevant de l'Onu et sur les ONG internationales pour définir ses propres besoins. Mais le problème actuel c'est que le gouvernement veut assumer le moins possible de responsabilités, relève le Dr Mohanna...

Le gouvernement chercherait ensuite le financement auprès de la communauté internationale, comme le font la Turquie et la Jordanie. Il faut aussi assurer une bonne répartition des tâches.

En même temps, il faut créer des « Fonds de rapatriement » qui encourageraient les réfugiés syriens à rentrer chez eux dans les régions calmes de leur pays. Et si le Liban officiel ne veut pas parler avec le régime syrien pour planifier ces retours, il peut faire appel à l'émissaire international chargé du dossier syrien, Staffan Di Mistura. Ensuite, il faut redonner un sens à la solidarité de la communauté internationale. Surtout lorsqu'on sait que la France a accueilli jusqu'à présent 500 réfugiés syriens, la Grande-Bretagne 400, etc.



Il faut donc mettre cette communauté face à ses responsabilités. **Au sommet du Koweït pour les réfugiés syriens, 6,5 milliards de dollars ont été réclamés pour tous les réfugiés syriens, et au final, 2,4 milliards ont été décidés. Mais jusqu'à présent, seulement 37% de cette somme ont déjà été versés. Or la situation au Liban est appelée à se détériorer, d'abord en raison du flux de réfugiés qui se poursuit, malgré la décision officielle de ne plus en accueillir.** Puisqu'il existe maintenant des réseaux clandestins de passeurs qui, moyennant de l'argent, aident les réfugiés à passer au Liban. L'autre raison de la détérioration, c'est l'arrivée de l'hiver qui fragilise encore plus les réfugiés. Il faut donc agir au plus vite de manière à élaborer des programmes d'urgence mais aussi des projets de développement sur le long terme qui profiteraient aux Libanais et aux Syriens. Enfin, la question de l'implantation déguisée est toujours évoquée en filigrane. C'est pourquoi le Liban doit affronter ce problème avec clarté pour déjouer les pièges qui pourraient être tendus et montrer ainsi qu'il sait ce qu'il veut et ce qui lui convient...